



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 24 avril 2025

ZOOM : ZONE – QUELLES PERSPECTIVES BUDGETAIRES POUR LES PAYS ANDINS, DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL INCERTAIN ? 2

Bolivie 3

La notation souveraine de la Bolivie est abaissée de Caa3 à Ca par l'agence de notation Moody's. 3

Certification internationale décernée dans le Salar d'Uyuni pour 21 millions de tonnes de lithium. 3

Colombie 3

Croissance de 1,8 % en g.a. en février. 3

Consensus des économistes : 2,6 % en 2025, et 2,5 % pour le T1-2025, dans un contexte de légère baisse de l'inflation. 3

Le FMI annonce que le déficit budgétaire et la dette publique sont supérieurs aux prévisions. 4

En mars, croissance de +3,4 % de la consommation privée. 4

Les remesas seraient la première source de devises en 2025. 4

Equateur 5

Les faibles investissements entraînent la réduction du transport de pétrole via l'oléoduc SOTE. 5

Les entreprises chinoises gagnent en importance dans le secteur minier. 5

Guyana 5

Au T1 2025, les revenus pétroliers du Guyana atteignent 605 M\$. 5

Pérou 5

En 2024, le Pérou figure parmi les dix premiers fournisseurs de produits agro-industriels des États-Unis. 5

Venezuela 6

Activité commerciale en forte difficulté au T1 2025. 6

Hausse du prix du panier alimentaire de base de 74 %. 6

Le système de géolocalisation russe Glonass sera bientôt opérationnel au Venezuela. 6

Selon Nicolás Maduro, le Venezuela souhaite suivre le modèle de développement économique chinois. 6

Zoom : Zone – Quelles perspectives budgétaires pour les pays andins, dans un contexte international incertain ?

Selon un récent rapport de l'agence de notation Fitch Ratings, **la Colombie et le Pérou ont vu leurs finances publiques se détériorer en 2024**, principalement du fait d'un niveau de dépenses jugé excessif, davantage que par une faiblesse des recettes. **L'Equateur a toutefois enregistré une amélioration¹.**

En 2024, la situation s'est particulièrement dégradée en Colombie, où le déficit budgétaire a crû de 2,6 p.p., pour atteindre 6,8 % du PIB (soit le 3^{ème} pire de l'histoire moderne colombienne). Le Comité autonome de la règle budgétaire (CARF) a soutenu que le gouvernement n'avait pas respecté la règle budgétaire, et a indiqué que les recettes fiscales de 2024 étaient inférieures de 17,4 Md\$ (71 200 Md COP, 4,2 % du PIB) à ce qui avait été prévu dans le budget. **Au Pérou, le déficit budgétaire s'est élevé à 3,6 % du PIB, dépassant de 0,8 p.p. la limite de la règle budgétaire.** La hausse du déficit budgétaire serait due à un dépassement des dépenses publiques. Pour la première fois, les règles budgétaires ont été enfreintes pendant deux années consécutives. **Seul l'Equateur a réussi à engager une consolidation budgétaire, dans un contexte toutefois très complexe ayant nécessité l'entrée en programme FMI en mai 2024.** Cette consolidation a été permise par une réforme fiscale et une diminution des dépenses, soutenues par le Fonds.

Fitch prévoit que la dette continue d'augmenter dans les pays de la zone. Selon une récente étude du FLAR², cela serait notamment lié au contexte économique aux États-Unis, où les pressions inflationnistes croissantes pourraient contraindre la Fed à maintenir son taux directeur. De ce fait, les taux d'intérêt internationaux devraient rester élevés, ce qui maintiendrait un coût de financement externe important et représenterait un défi supplémentaire pour les pays andins. De plus, le récent durcissement des conditions financières mondiales, marqué par une plus grande volatilité des marchés internationaux et l'augmentation des *spreads* du secteur privé, pourrait entraîner une hausse des primes de risque souveraines et une plus grande fluctuation des taux de change dans la région. Les fluctuations des cours du pétrole pourraient également nuire significativement aux finances publiques de l'Equateur et de la Colombie, qui y sont fortement dépendantes. Le ralentissement du commerce international et l'augmentation de la production de pétrole des pays membres de l'OPEP+ (+411 000 bpd à partir du mois de mai) risquent de faire baisser le cours (fragilisant ainsi les recettes des Etats), de provoquer une dépréciation des devises face au dollar et de ralentir les IDE, ajoutant de la pression aux finances publiques.

Cependant, **certains facteurs pourraient améliorer – à moyen terme – les finances publiques du Pérou et de l'Equateur.** Les prix croissants des matières premières devraient aider à réduire le déficit du Pérou; les produits miniers péruviens (en particulier le cuivre) étant essentiels à l'économie numérique mondiale, leur demande devrait se maintenir – hors période de tensions commerciales. En Equateur, la récente réélection du président Daniel Noboa est vue par les marchés comme un signe de la poursuite de la trajectoire de consolidation budgétaire engagée pendant son premier mandat. A l'annonce des résultats, l'indice de risque pays, qui avait frôlé les 1 900 pdb la veille de l'élection, s'est établi à 1 282 pdb. Le soutien budgétaire du programme FMI, entamé en mai 2024 et d'une durée de quatre ans, sera toutefois crucial.

¹ La Bolivie n'ayant pas encore publié ses résultats budgétaires de 2024, elle n'a pas été prise en compte dans leur analyse.

² [La evolución económica de Estados Unidos en el primer trimestre de 2025 y el costo de financiamiento externo de América Latina - FLARblog](#)

Bolivie

La notation souveraine de la Bolivie est abaissée de Caa3 à Ca par l'agence de notation Moody's.

L'agence de notation Moody's a récemment abaissé la note créditrice souveraine de la Bolivie, de Caa3 à Ca, en raison de « profondes divisions » au sein du parti au pouvoir (le MAS), qui affaibliraient l'efficacité des politiques économiques. L'indice EMBI de J.P. Morgan classe la Bolivie au second rang des économies les plus risquées d'Amérique latine en matière d'investissement, après le Venezuela. Selon les analystes, cela s'explique par des facteurs économiques et politiques tels que la pénurie de dollars (rendant difficile les importations de carburant et de biens essentiels), et le manque de liquidités en devises étrangères (qui compromet le paiement de la dette extérieure). Le secteur des hydrocarbures ne fournissant plus les devises nécessaires à l'alimentation des réserves internationales, l'État est largement financé via la Banque centrale, renforçant ainsi le risque d'une crise de balance des paiements.

Certification internationale décernée dans le Salar d'Uyuni pour 21 millions de tonnes de lithium.

Yacimientos de Litio Bolivianos (YLB, compagnie publique en charge de l'exploitation du lithium) a annoncé que **les ressources en lithium estimées dans le Salar d'Uyuni, évaluées à 21 millions de tonnes, avaient obtenu une certification internationale conforme à la norme NI 43-101.** La certification des réserves de lithium consiste à vérifier et à valider sa quantité, sa qualité et sa viabilité économique, conformément aux normes et réglementations internationales, afin de pouvoir l'exploiter de manière rentable et durable. YLB cherche également à certifier les ressources récemment quantifiées dans les

salines de Coipasa et de Pastos Grandes, selon les normes de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole. Ces certifications pourraient contribuer à des décisions d'investissements nécessaires à l'exploitation du lithium en Bolivie.

Colombie

Croissance de 1,8 % en g.a. en février.

Ce chiffre marque un certain ralentissement par rapport aux mois de janvier 2025 (+2,6 %) et février 2024 (+2,2 %). Il est cependant légèrement supérieur aux prévisions des experts (+1,7 %). Ajustée des effets saisonniers, la croissance atteindrait +3 % en g.a. et +0,25 % par rapport au mois précédent.

Les activités primaires se sont contractées de -0,96 % en g.a. (baisse nettement plus forte que celle de janvier 2025, à -0,2 % en g.a.), majoritairement du fait de la baisse de -5,5 % du secteur extractif. De même, les activités secondaires ont enregistré une baisse de -3,1 % en g.a. (et de -0,7 % par rapport au mois précédent), notamment du fait de la **baisse de -3,1 % en g.a. du secteur manufacturier et de la construction.** Finalement, **la croissance a principalement été impulsée par le secteur tertiaire, en croissance de +3,5 % en g.a.** et de +0,45 % par rapport au mois précédent. Les plus fortes hausses ont été observées dans les secteurs des activités artistiques et de divertissement (+7,6 %) et des activités financières et d'assurance (+3,5 %).

Consensus des économistes : 2,6 % en 2025, et 2,5 % pour le T1-2025, dans un contexte de légère baisse de l'inflation.

Selon une récente enquête de Fedesarrollo (*think tank* d'analyse économique colombien), les analystes prévoient une légère amélioration des perspectives économiques en avril, avec **une croissance économique située à 2,5 % en g.a. au T1 2025** (en hausse par

rapport aux 2,1 % prévus le mois précédent), et à 2,3 % pour le T2. En 2025, la croissance devrait atteindre 2,6 %, tandis que les projections pour 2026 s'élèvent à 2,9 %. L'inflation devrait s'établir à 4,5 % sur l'année 2025 : elle resterait supérieure à la cible de la Banque centrale (entre 3 % $\pm$ 1%). **Les anticipations prévoient un retour dans la fourchette cible en avril 2026, avec une prévision de 3,95 %.** Selon le consensus, le taux directeur de la Banque centrale se maintiendrait à 9,5 % en avril, mais devrait être progressivement réduit pour 8,0 % à la fin de l'année. Le taux de change projeté s'établit en moyenne à 4 320 en fin d'année 2025. Enfin, le cours du pétrole Brent (référence en Colombie) devrait se situer à 64,5 \$/baril en fin d'année 2025.

Le FMI annonce que le déficit budgétaire et la dette publique sont supérieurs aux prévisions.

Dans un récent communiqué de presse, le Fonds Monétaire International (FMI) a alerté quant au fait que **le déficit budgétaire (ayant atteint 4,2 % du PIB en 2023, et 6,7 % en 2024) et la dette publique (à hauteur de 61 % du PIB fin 2024) de la Colombie étaient supérieurs aux prévisions.** Le communiqué indique également que l'économie colombienne continue de croître, principalement soutenue par la consommation privée et l'investissement. Il annonce que le déficit du compte courant s'est réduit à 1,8 % du PIB en 2024, principalement grâce aux transferts de fonds de migrants (*remesas*, cf. brève *infra*) et que les réserves internationales du pays se sont maintenues à des niveaux adéquats. Enfin, le FMI a annoncé collaborer avec le gouvernement colombien pour évaluer l'impact des tensions commerciales mondiales sur l'économie du pays et appuyer l'élaboration de mesures visant à réduire le déficit budgétaire et renforcer les recettes fiscales en 2025.

En mars, croissance de +3,4 % de la consommation privée.

Selon Raddar (entreprise colombienne d'analyse économique), **la consommation privée aurait augmenté de +3,4 % en g.a. en mars 2025.** Cette dynamique s'est observée dans toutes les villes étudiées et pour tous les postes de dépenses, avec un accent particulier sur les biens durables. Dans le même temps, l'indice de confiance des consommateurs a également connu une hausse mensuelle de 4,9 p.p. (passant de -12,0 % en février à -7,1 % en mars, restant en terrain négatif), soit une hausse annuelle de 5,9 p.p. Pour mémoire, l'inflation de mars s'est élevée à 5,1 % en g.a., chiffre inférieur aux prévisions (cf. [nos précédentes brèves](#)).

Dans le contexte d'une plus faible croissance en février (cf. brève *supra*), cette hausse de la consommation pourrait favoriser une reprise de la croissance au mois de mars, l'économie colombienne étant fortement portée par la consommation privée.

Les remesas seraient la première source de devises en 2025.

En février 2025, les remesas (transferts de fonds de migrants) ont atteint 1 Md\$, leur niveau plancher depuis juin 2024. **Pour mémoire, elles ont atteint 11,8 Md\$ en 2024, soit une augmentation de +17,1 % par rapport à 2023.** Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre de migrants, par la bonne situation économique des pays d'accueil (notamment les Etats-Unis et l'Espagne, comptant respectivement 45 % et 25 % des émigrés colombiens), et par la dépréciation du peso colombien face au dollar états-unien, conférant aux Colombiens recevant ces transferts davantage de pouvoir d'achat, et incitant à la hausse des transferts en dollar. En parallèle, les devises issues des exportations pétrolières continuent de diminuer, notamment du fait de la baisse du cours du Brent (pétrole de référence en

Colombie) et de la détérioration de la production nationale (cf. nos précédentes brèves). Ainsi, sur les douze derniers mois, et pour la première fois, les remesas ont généré davantage de devises que les exportations de pétrole (12 Md\$ vs. 11,9 Md\$).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,4%	31,8%	1643
Change USD/COP	-0,7%	9,5%	4298
Change EUR/COP	-0,4%	15,8%	4867
Prix du baril (Brent, USD)	2,2%	-20,3%	66,12

Equateur

Les faibles investissements entraînent la réduction du transport de pétrole via l'oléoduc SOTE.

Le flux d'hydrocarbures transporté via l'oléoduc public SOTE, construit en 1972 et géré par Petroecuador, diminue progressivement depuis huit ans. Cette baisse s'explique par les réductions successives du budget alloué à son fonctionnement (-25 % depuis 2014, s'établissant à 152 M\$ en 2025) et par les trop faibles investissements qui y sont consacrés (passés de 340 M\$ en 2014 à 4 M\$ en 2025). **Cet oléoduc, qui a une capacité de transport de 360 000 bpj, fonctionne aujourd'hui à 75 % de ses capacités.** L'infrastructure est par ailleurs fortement impactée par le phénomène géologique d'érosion inversée du fleuve Coca (Amazonie), provoquant d'importants éboulements de terrain et l'arrêt du transport de pétrole pendant des périodes prolongées.

Les entreprises chinoises gagnent en importance dans le secteur minier.

La société canadienne Lumina Gold a annoncé la vente de sa concession minière **Cangrejos** à la société chinoise **CMOC** pour un montant de 421 M\$. Cette mine d'or et de cuivre est la plus

importante du pays, avec des réserves probables de 11,6 millions d'onces d'or et 14,4 millions de livres de cuivre. Par ailleurs, la société australienne Solgold, concessionnaire de l'exploitation de la mine *Cascabel*, a cédé 5 % de ses actions à son partenaire chinois Jiangxi Copper.

Guyana

Au T1 2025, les revenus pétroliers du Guyana atteignent 605 M\$.

Ce montant dépasse de très peu les 604 M\$ perçus au T1 2024. La production croissante (à hauteur d'environ 650 000 bpj début 2025) a compensé la légère baisse du prix du baril (74,5 \$/baril au T1 2025 vs. 77,3 \$/baril à la même période en 2024). Avec l'arrivée du quatrième FPSO du pays (voir nos précédentes brèves), **la production devrait atteindre 900 000 bpj d'ici la fin de l'année**, et les revenus pétroliers devraient continuer d'augmenter, malgré une éventuelle baisse des prix du pétrole (mentionnée dans notre *zoom*, cf. *supra*). Le gouvernement prévoit des recettes de 2,2 Md\$ pour 2025 (en supposant un prix moyen de 71,9 \$/baril). Pour mémoire, les recettes pétrolières publiques du Guyana alimentent un fonds souverain (le *Natural Resources Fund*), qui a atteint 3,2 Md\$ en février, soit +35 % depuis février 2024.

Pérou

En 2024, le Pérou figure parmi les dix premiers fournisseurs de produits agro-industriels des États-Unis.

Selon l'Association des Exportateurs du Pérou (Adex), en 2024, **le Pérou est devenu le neuvième fournisseur de produits agro-industriels des États-Unis, représentant 2 % du total des importations de ce secteur** (soit plus de 4,4 Md\$). Cette année, les

exportations totales vers ce marché ont atteint 222 Md\$ – le Mexique étant le premier fournisseur, avec 50 Md\$ (23 %), suivi du Canada, de l'Union européenne, du Brésil et de la Chine.

Face à une forte concurrence internationale et à la politique tarifaire américaine, l'Adex a souligné l'importance d'accroître la compétitivité de l'appareil productif péruvien, relançant le débat autour du projet de loi de promotion agraire. Cette loi, qui prévoit des avantages fiscaux pour les grands agro-exportateurs, permettrait au Pérou de maintenir sa compétitivité dans le secteur agro-industriel. Ce projet a toutefois été source de polémiques, étant donné qu'il bénéficierait aux grandes exploitations, au dépend des petits producteurs.

Venezuela

Activité commerciale en forte difficulté au T1 2025.

Tiziana Polesel, 2^{ème} vice-présidente du patronat vénézuélien *Fedecamaras*, a récemment indiqué que **le faible dynamisme économique et la dépréciation du Bolivar avaient affecté de manière significative la chaîne de production provoquant une chute des ventes allant jusqu'à 30 %**. Elle a souligné que les entreprises étaient très affectées par la charge fiscale, ce qui encouragerait l'informalité et pousserait à des fermetures d'entreprises. À ces faibles marges bénéficiaires s'ajoutent également des défaillances dans les services publics, des coûts d'exploitation élevés et une faible demande.

Hausse du prix du panier alimentaire de base de 74 %.

Le directeur du Centre de documentation et d'analyse sociale de la Fédération vénézuélienne des enseignants (qui publie les

chiffres du panier de base), Óscar Meza, a récemment déclaré que **le prix du panier alimentaire de base s'élevait à 527 \$ en mars** – enregistrant une inflation de 8,2 % par rapport au mois précédent et de 73,8 % en g.a.

Le système de géolocalisation russe Glonass sera bientôt opérationnel au Venezuela.

Glonass est un système de navigation par satellite similaire au GPS développé par la Russie. Nicolás Maduro a annoncé que **la station de mesure de trajectoire du système Glonass située au Venezuela serait opérationnelle fin avril**. Ce projet est le résultat de l'accord signé en 2022 entre l'Agence bolivarienne pour les activités spéciales (ABAE) et la société d'État russe Roscosmos. Il vise à étendre la couverture et la précision du système dans la partie occidentale du pays, afin d'optimiser les services de navigation (transports terrestre, aérien et maritime), ainsi que les applications dans le domaine de l'agriculture de précision, du contrôle industriel et de l'expérimentation scientifique.

Selon Nicolás Maduro, le Venezuela souhaite suivre le modèle de développement économique chinois.

Lors de la célébration du premier anniversaire de la Grande Mission de la Science, de l'Innovation et de la Technologie, Nicolás Maduro a déclaré que **le gouvernement vénézuélien était pleinement engagé afin de suivre le modèle de développement chinois**. Par ailleurs, **la vice-présidente exécutive Delcy Rodríguez est arrivée ce 23 avril en Chine à l'occasion d'une visite de travail dans le cadre du « Partenariat stratégique à toute épreuve et à tout moment »**. Au cours de cette visite, il est prévu que les deux pays passent en revue plus de 600 accords binationaux déjà signés.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)